



Déclaration liminaire de la FSU de la Savoie CSA-D du 4 Février 2026

Monsieur le Directeur académique de la Savoie, Mesdames et Messieurs les membres du CSA-D,

Nous tenons d'abord à ouvrir cette instance en exprimant notre profonde solidarité avec notre collègue agressée hier ainsi qu'avec l'ensemble de la communauté éducative de l'établissement. L'école est encore frappée en son cœur et ce que nous allons lire ci-dessous doit interroger notre institution sur la crise profonde qu'elle traverse.

A chaque instance sa situation inédite ! Mais dans cette préparation de rentrée, nous pouvons aller plus loin : la situation est plus qu'inédite, maintenant la norme, ...elle devient chaotique !

Le chaos budgétaire, le chaos du calendrier, le chaos des réformes, le chaos des instances...

Les ministres se succèdent mais la politique reste la même : assécher nos moyens et mettre à mal le projet émancipateur de l'école publique, sous couvert d'innovations pédagogiques qui masquent mal la casse de nos métiers et du service public et d'une école émancipatrice pour les jeunes.

L'argument économique est donc celui qui guide les politiques éducatives. Voilà la seule ligne directrice de notre ministère ! Quelle ambition pour notre école ! Et surtout quelle aubaine de profiter de l'argument de la baisse démographique pour poursuivre l'économie de moyens !

Continuer de supprimer des postes : 105 en collèges dans notre académie alors que le taux d'encadrement reste encore le plus élevé d'Europe...

Avec deux outils imparables de démantèlement : la précarité et la contractualisation. La contractualisation des personnels, la contractualisation des moyens avec un nouveau « plan ». Le plan « Collèges en progrès » ! Quel progrès ? Des élèves qui n'auront pour but que de réussir des exercices stéréotypés d'évaluation standardisées. Des collègues dont les pratiques seront scrutées, analysées puis pilotées avec un redéploiement de petits moyens pris à ceux d'à côté !

En Savoie comme dans le reste du pays, nous suivons la même logique. Les préparations de rentrée passent et nous sommes face à une désagréable impression d'un jour sans fin :

- des divisions retirées au-delà de la perte brute d'effectifs : 12 divisions pour une baisse de 251 élèves. Pour des classes à 30 élèves, nous devrions perdre 8 classes mais c'est encore l'équivalent de tout un établissement comme Jean Moulin, Beaufort, Bissy, St Etienne de Cuines ou Bozel qui disparaît !
- le taux d'encadrement augmente encore avec une moyenne départementale de 25.6 élèves par classe. Pour les établissements accueillant des ULIS : des classes atteignent partout les repères. L'inclusion continue de se faire dans des conditions inacceptables au détriment des élèves comme des conditions de travail des collègues enseignant-es comme AESH. Le SNES-

FSU revendique un maximum de 24 élèves par classe.

- Les postes sont supprimés avec des heures postes qui disparaissent aussi au-delà du nombre lié à la perte de division. Nous avons besoin, au contraire, de créations de postes, avec des salaires revalorisés pour recruter mieux.
- Une proportion d'HSA trop élevée qui amène des situations de plus en plus critiques dans nos établissements. Les difficultés pour les absorber se posent partout. La dégradation progressive de nos conditions de travail, l'empilement des réformes, des missions, faire toujours plus avec moins, ont provoqué une fatigue professionnelle qui pousse les collègues au temps partiel. Seule solution pour diminuer cette surcharge. De moins en moins de volontaires mais il faut absorber, absorber à tout prix !

Alors : quelles solutions ? Le refus du temps partiel d'abord ! Mais quand les heures postes sont insuffisantes : placer les collègues dans des situations inacceptables : les contraindre au temps partiel mais leur imposer des heures supplémentaires. Envisager cette possibilité est déjà une aberration mais on pénalise aussi financièrement les agent-es notamment en termes de cotisations sociales.

Des collègues se voient aussi contraint-es au temps partiel pour ne pas partir en complément de service pour une poignée d'heures mais toujours avec des heures supp !

Que penser de la qualité de vie au travail, priorité du projet académique alors que la souffrance règne partout !

- La marge toujours réduite met en concurrence les disciplines et les collègues. Faire des choix impossibles pour gérer la pénurie : des groupes en sciences ou en langues, mais sur un niveau pas plus, des dispositifs d'accompagnement personnalisé mais en français ou en maths, du co-enseignement mais sur une demie-heure, une heure, impossible ! Plus de marge pour l'ensemble des dispositifs que les enseignant-es, expertes de leur métier, jugent nécessaires pour leurs élèves !

Et faites avec ce qu'on vous donne ! Le dialogue social et la démocratie dans les établissements continuent de se dégrader radicalement : il est demandé aux chef-fes d'établissement de ne plus voter les moyens de rentrée en conseil d'administration. Cette manière brutale de maltraiter le dialogue social perdure et s'amplifie. Il contribue à affaiblir encore un peu plus le service public d'éducation déjà en crise profonde diminuant la confiance des collègues envers l'institution, son écoute et sa prise en compte de nos requêtes.

Alors, on aura beau l'avoir retiré de nos salles de classe, le tableau reste noir.

Mais cessons d'être pessimistes ! Nous, professeur-es, sommes quand même :

- « les sentinelles de la raison » : pour accepter la dégradation perpétuelle de nos conditions de travail,
- « des femmes et des hommes qui font reculer les ténèbres », celles et ceux qui « allument patiemment les lumières de l'esprit humain » dans des classes surchargées, avec des exercices d'évaluations nationales et des miettes de liberté pédagogique,
- des « bâtisseurs de notre avenir en commun » : en subissant des réformes, et un budget, imposées sans dialogue social ni consultation de la profession,
- le « témoin éternel du monde qui s'en va, le précepteur du monde qui naît » : surtout de celui qui s'en va en effet,
- « le fil d'un cerf-volant » : au bord de la rupture...

Employer ces mots dans un service public d'éducation au bord du gouffre est une offense faite à nos professions. C'est le signe, s'il en est besoin, d'un ministère complètement hors sol. Le 2nd degré n'a pas besoin de mots doux mais d'actes urgents et d'investissement massif pour sa reconstruction. Nous avons besoin de personnels partout, en nombre, dans des équipes pluriprofessionnelles, écoutés, entendus, revalorisés et respectés dans leurs pratiques et leur expertise professionnelles.

La FSU rappelle son ambition d'une éducation pour toutes et tous sur tous les territoires visant le plus haut niveau de qualifications jusqu'à 18 ans. Cela passera par des effectifs réduits pour des conditions d'étude et de travail dignes et une inclusion réussie.

La FSU alerte sur l'urgence à reconstruire le service public d'éducation, premier rempart contre les politiques racistes et réactionnaires qui nous menacent. Construire une société féministe solidaire et écologique passe avant tout par une éducation solide, critique, universelle et émancipatrice accompagnée par les moyens nécessaires.